



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement  
DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2024 - **213**

Arras, le **27 NOV. 2024**

**COMMUNE D'AIRE-SUR-LA-LYS**

-----  
**Société BAUDELET HOLDING**  
-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**  
-----

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, préfet du Pas-de-Calais (hors classe) à compter du 10 août 2022 ;

**VU** le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (groupe II), sous-préfet d'Arras ;

**VU** le décret du 25 août 2023 portant nomination de M. François FLAHAUT en qualité de sous-préfet en charge de la cohésion sociale et de la jeunesse, secrétaire général adjoint ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 juillet 2021 enregistrant les installations localisées Port Fluvial de Garlinghem à Aire-sur-la-Lys (62120), exploitées par la société BAUDELET HOLDING dont le siège social est situé lieu dit « les Prairies » à Blaringhem (59173) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

**VU** la visite réalisée par l'Inspection de l'Environnement en date du 8 août 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 septembre 2024 afin de lui permettre de présenter d'éventuelles remarques ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 23 septembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que lors de la visite d'inspection du 8 août 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le site n'était pas équipé de robinets incendie armés et que l'aire d'aspiration dans le canal des eaux pour l'extinction des incendies n'était pas matérialisée et signalée ;

- que ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui prescrit que l'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment de robinets d'incendie armés (RIA) et que l'exploitant implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département ;

- que face à cette non-conformité, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BAUDELET HOLDING de respecter les dispositions de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- que lors de la visite d'inspection du 8 août 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que, suite à son courrier du 30 mai 2022 signalant l'arrêt de l'activité de la ligne de tri par flottaison des métaux à compter du même jour, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site ;

- que ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement, qui prescrit que lorsqu'une installation soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, et que cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site ;

- que face à cette non-conformité, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BAUDELET HOLDING de respecter les dispositions de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

**ARRÊTE**

## ARTICLE 1 :

La société BAUDELET HOLDING, dont le siège social est situé lieu dit « les Prairies » à Blaringhem, et qui exploite une installation de grenailage et de peinture de bennes, et une installation de tri de métaux par flottaison, implantées Port Fluvial de Garlinghem à Aire-sur-la-Lys (62120), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

Articles	Prescriptions	Délais
Art. 4.5. de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mai 2020 relatif à la rubrique 2940 des ICPE	.../... L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : .../... c) de robinets d'incendie armés (RIA) .../... L'exploitant installe, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. .../...	3 mois
Art. R.512-46-25 du Code de l'environnement	I. — Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II. — La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III. — En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-46-26 et R.512-46-27.	3 mois

## **ARTICLE 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même Code.

## **ARTICLE 3 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE cedex dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyen » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

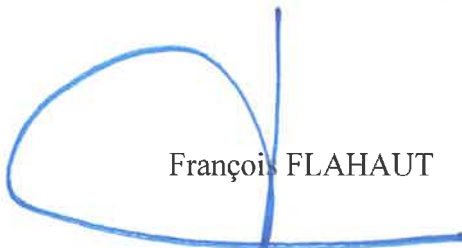
## **ARTICLE 4 : PUBLICITÉ**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État du Pas-de-Calais.

## **ARTICLE 5 – EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-préfète de SAINT-OMER et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BAUDELET HOLDING et dont une copie sera transmise en mairie d'AIRE-SUR-LA-LYS.

Pour le préfet,  
le Secrétaire Général Adjoint

  
François FLAHAUT

### Copies destinées à :

- Société BAUDELET HOLDING
- Sous-préfecture de SAINT-OMER
- Mairie d'AIRE-SUR-LA-LYS
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, U.D du Littoral